



Mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) surfaciques
France métropolitaine hors Corse

Notice d'information du territoire

« Bassin versant du Cébron »

(NA_CEBR)

Campagne 2026

Les mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) constituent un des outils majeurs de l'architecture environnementale de la politique agricole commune (PAC) pour :

- Accompagner le changement de pratiques agricoles afin de répondre à des enjeux environnementaux identifiés à l'échelle des territoires ;
- Maintenir des pratiques favorables sources d'aménités environnementales là où il existe un risque de disparition ou d'évolution vers des pratiques moins vertueuses.

Les MAEC concourent ainsi pleinement à l'accompagnement des systèmes d'exploitation dans la voie de la performance économique, environnementale et sociale et dans leur projet de transition agro-écologique.

Les MAEC sont proposées sur des territoires définis au sein de Projets Agro-Environnementaux et Climatiques (PAEC). Cette notice présente l'ensemble des MAEC proposées sur le PAEC « **Bassin versant du Cébron** » (NA_CEBR) au titre de la campagne PAC 2026. **Lisez cette notice attentivement avant de remplir votre demande d'engagement en MAEC.**

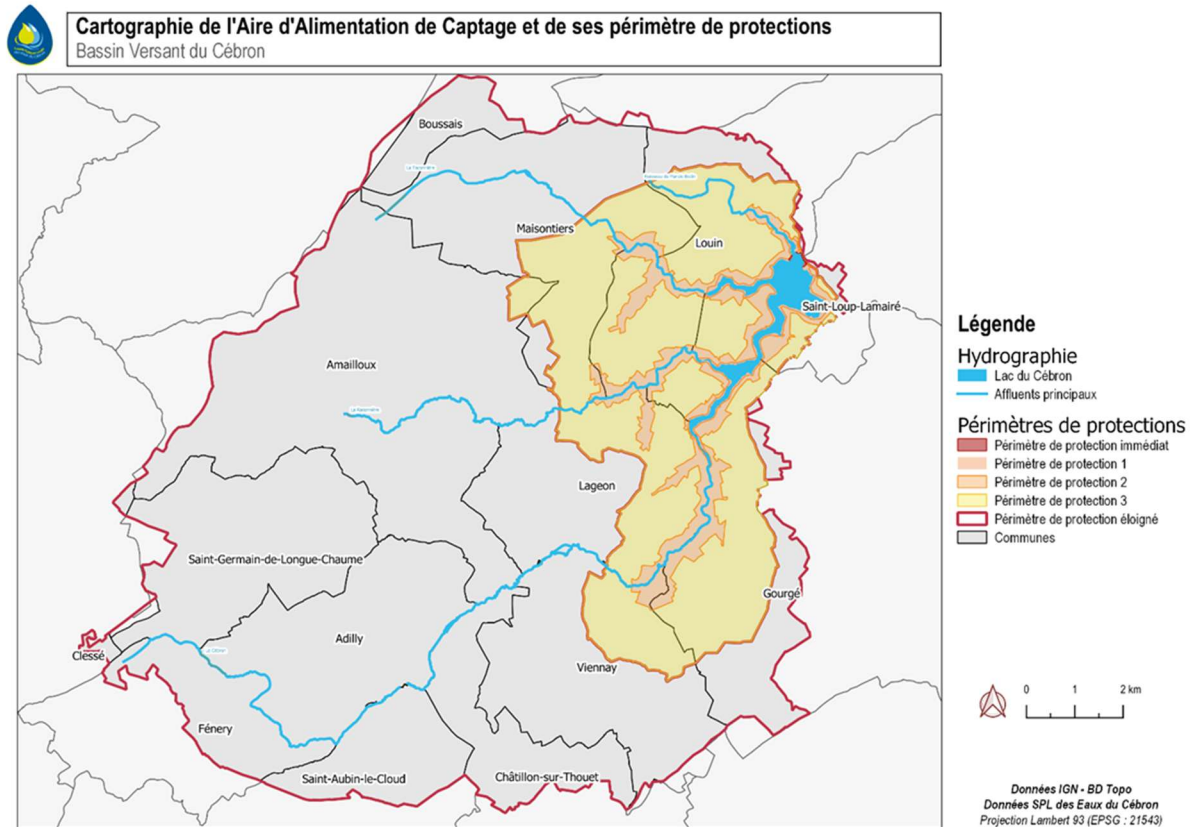
En complément, vous pouvez consulter la notice nationale d'information sur les MAEC et les aides à l'agriculture biologique pour la programmation PAC 2023-2027, disponible sous Télépac¹.

Les bénéficiaires de MAEC doivent respecter, comme pour les autres aides de la PAC, les exigences de la conditionnalité présentées et expliquées dans les différentes fiches conditionnalité qui sont à votre disposition sous Télépac.

¹ <https://www.telepac.agriculture.gouv.fr>

1 PÉRIMÈTRE DU TERRITOIRE « BASSIN VERSANT DU CÉBRON » ET CONDITIONS D'ACCÈS AUX MAEC

Le périmètre du PAEC « Bassin versant du Cébron » pour 2026, territoire à enjeu « Eau » situé dans le département des Deux-Sèvres et représenté sur la carte ci-dessous, correspond au bassin versant d'alimentation du captage d'eau potable du Cébron et s'étend sur 16 300 ha :



Ainsi, en 2026, le PAEC NA_CEBR en 2026 couvre, entièrement ou partiellement, les communes suivantes :

ADILLY ; AIRVAULT ; AMAILLOUX ; BOUSSAIS ; CHATILLON-SUR-THOUE ; CHICHE ; CLESSE ; FENERY ; GOURGE ; LAGEON ; LOUIN ; MAISONTIERS ; SAINT-AUBIN-LE-CLOUD ; SAINT-GERMAIN-DE-LONGUE-CHAUME ; SAINT-LOUP-LAMAIRE ; VIENNAY

En ce qui concerne les mesures « systèmes », seules les exploitations dont au moins une parcelle se situe dans le territoire la première année d'engagement sont éligibles.

En ce qui concerne les mesures « localisées », une parcelle ou un élément est éligible à la MAEC dès lors qu'au moins une partie de la surface ou de l'élément est incluse dans le territoire la première année d'engagement.

Dans le cadre du financement des MAEC 2023-2027 par les fonds européens du FEADER, par l'État et les Agences de l'eau, et notamment l'Agence de l'eau Loire-Bretagne (AELB), l'engagement dans une ou plusieurs MAEC du territoire « Bassin versant du Cébron » est possible uniquement pour les exploitations situées dans un contrat territorial validé par le conseil d'administration de l'AELB et en cours, à savoir le contrat territorial du Cébron, validé par le conseil d'administration.

2 RÉSUMÉ DU DIAGNOSTIC AGROENVIRONNEMENTAL DU TERRITOIRE

Sur le territoire du PAEC NA_CEBR, d'une superficie de 16300 ha, 78 % représentent de la surface agricole utile (SAU) (source : registre parcellaire graphique - RPG, 2021). L'activité économique principale est ainsi l'agriculture, orientée majoritairement vers les productions de viande bovine et ovine. Le bassin versant du Cébron s'étend sur la pointe méridionale du massif armoricain : la géologie est assez homogène, les roches mères sont constituées par des granites ou roches apparentées (diorite). Dans l'ensemble il s'agit d'un socle composé de roches acides imperméables. Ces caractéristiques influent sur toutes les composantes du milieu (sols, régime hydrologique, paysage) et sur l'activité agricole.

L'assolement du territoire est composé de 67 % de prairies (source : RPG, 2020) et les exploitations produisent principalement en polyculture-élevage. Le nombre d'exploitations agricoles identifiées comme présentant au moins une parcelle située au sein du PAEC est de 250 (source : RPG, 2021). Le diagnostic du bassin montre une fragilité (difficultés économiques et à la transmission) des exploitations d'élevage qui contribuent pourtant à maintenir un paysage et des prairies limitant les transferts de nutriments vers les cours d'eau. La typologie des exploitations risque alors d'évoluer à l'avenir vers plus de cultures céréalières même si la nature des sols limite leur productivité. L'enjeu de ce PAEC est ainsi de favoriser le maintien des élevages et de travailler sur l'autonomie alimentaire des systèmes d'alimentation à l'herbe.

Sur le PAEC NA_CEBR, la problématique environnementale de préservation de la qualité d'eau a été retenue comme prioritaire. En effet, la prise d'eau potable est superficielle et permet l'alimentation en eau potable de 140 000 habitants des Deux-Sèvres. La ressource est très vulnérable car :

- on détecte dans l'eau d'alimentation des traces de pesticides en faible concentration, mais de façon régulière ;
- depuis 2017, le programme analytique de surveillance de la qualité des eaux intègre les métabolites de plusieurs molécules de désherbage, qui sont également régulièrement détectées ;
- les concentrations en phosphore total sont en moyenne à 0,07mg/L en 2022 (en légère baisse depuis 5 ans) et la retenue s'eutrophise chaque été avec la présence de cyanobactéries ;
- les concentrations en nitrates sont faibles en moyenne (5,6 mg/L en 2022) mais des pics hivernaux à 50 mg/L ont pu être enregistrés sur les cours d'eau alimentant la retenue.

L'enjeu prioritaire sur le PAEC est d'accompagner les élevages qui valorisent les écosystèmes prairiaux, le réseau bocager associé, et les milieux humides (prairies humides, berges, ripisylves), permettant de limiter le transfert des pollutions diffuses. L'objectif territorial est de maintenir 65 % de la SAU en prairies en confortant les systèmes d'élevage vers une plus grande autonomie alimentaire.

Ainsi le PAEC NA_CEBR propose aux exploitations agricoles des MAEC permettant de :

- maintenir et conforter l'activité d'élevage de ruminants herbagers pour optimiser la surface en couverture permanente des sols ;
- limiter les apports d'intrants dans les systèmes et mettre en place des couvertures végétales courtes et longues dans les assolements les moins herbagers sur le territoire ;
- développer la mise en herbe de zones sensibles ;
- d'assurer un entretien adapté des milieux humides.

3 LISTE DES MAEC PROPOSÉES SUR LE TERRITOIRE

Deux types de mesures sont proposés :

- Des **mesures « systèmes »** pour lesquelles l'exploitant doit obligatoirement demander à engager au moins 90 % des surfaces éligibles à la MAEC de son exploitation ;
- Des **mesures localisées** qui peuvent être mises en œuvre sur certaines parcelles de l'exploitation et permettent de répondre à des enjeux plus spécifiques et localisés (biodiversité notamment).

Liste des MAEC proposées :

Enjeu environnemental visé	Code de la mesure	Nom développé de la mesure	Type de mesure (système ou localisée)	Montant en €/ha
Eau	NA_CEBR_CIFF	MAEC Biodiversité - Création de couverts d'intérêt faunistique et floristique favorables aux pollinisateurs et aux oiseaux communs des milieux agricoles - déclinaison « Eau »	Localisée	652 €
	NA_CEBR_FER4	MAEC Eau - Gestion de la fertilisation - Couverture - Herbicides - Grandes cultures 2	Système	248 €
	NA_CEBR_HBV2	MAEC Climat - Bien-être animal - Autonomie fourragère - Elevages d'herbivores 2	Système	177 €
	NA_CEBR_HBV3	MAEC Climat - Bien-être animal - Autonomie fourragère - Elevages d'herbivores 3	Système	233 €
	NA_CEBR_MHU2	MAEC Biodiversité - Préservation des milieux humides - Amélioration de la gestion par le pâturage	Localisée	201 €

Une notice 2026 spécifique à chacune de ces mesures, pour le PAEC NA_CEBR, incluant le cahier des charges à respecter, est disponible sur le site internet de la DRAAF Nouvelle-Aquitaine.

4 MONTANTS D'ENGAGEMENT MINIMUM ET MAXIMUM

L'engagement dans une ou plusieurs MAEC de ce territoire est possible uniquement dans le cas où cet engagement représente, au total, un montant annuel supérieur ou égal à 300 euros. Si ce montant minimum n'est pas respecté lors de la demande d'engagement en première année, celle-ci sera irrecevable.

Par ailleurs, le montant de l'engagement est susceptible d'être plafonné selon les modalités définies dans l'arrêté préfectoral relatif aux engagements agroenvironnementaux et climatiques et en agriculture biologique en 2026 de la région Nouvelle-Aquitaine. Si ce montant maximum est dépassé, la demande devra être modifiée.

5 CRITÈRES DE PRIORISATION DES DOSSIERS

Pour l'ensemble des PAEC de Nouvelle-Aquitaine, des critères de priorisation de rangs supérieurs aux critères propres à chaque PAEC sont mis en place. Le premier critère régional de priorisation est qu'une exploitation est admissible à une mesure système si à minima 50 % des surfaces de son compartiment de culture sont inclus dans le PAEC, et qu'une parcelle ou un élément est admissible à une MAEC localisée si à minima 50 % de sa surface est incluse dans le PAEC. Le second critère régional de priorisation concerne les exploitations conduites en agriculture biologique.

Les autres critères de priorisation et les points de notation correspondants sont définis dans le tableau ci-après :

Critères de priorisation		Nombre de points
Critère de priorisation n° 1	Une exploitation est admissible à une mesure système si à minima 50 % des surfaces de son compartiment de culture est incluse dans le PAEC :	
	- 100 % à 90 % de la SAU dans le PAEC	5
	- 90 % - 80 % de la SAU dans le PAEC	4
	- 80 % - 70 % de la SAU dans le PAEC	3
	- 70 % - 60 % de la SAU dans le PAEC	2
	- 60 % - 50 % de la SAU dans le PAEC	1
Critère de priorisation n° 3	Les exploitations contractualisant des mesures systèmes sont classées en fonction de leur part de SAU dans les périmètres de protection rapprochée (PPR) de la prise d'eau (PPR1, PPR2, PPR3) :	
	- Plus de 50 % de la SAU dans un PPR	5
	- 50 % - 40 % de la SAU dans un PPR	4
	- 40 % - 30 % de la SAU dans un PPR	3
	- 30 % - 20 % de la SAU dans un PPR	2
	- 20 % - 10 % de la SAU dans un PPR	1

Critères de priorisation		Nombre de points
Critère de priorisation n° 4	Les exploitations contractualisant des mesures seront classées en fonction du type de la mesure :	
	- Mesure Climat – Bien-être animal – Autonomie fourragère – Élevage d'herbivores 3 (HBV3)	10
	- Mesure Climat – Bien-être animal – Autonomie fourragère – Élevage d'herbivores 2 (HBV2)	8
	- Mesure Biodiversité - Création de couverts d'intérêt faunistique et floristique - déclinaison « eau » (CIEFF)	7
	- Mesure Eau – Gestion de la fertilisation – Couverture – Réduction des herbicides – Grandes cultures (FER4)	5
	- Mesure Biodiversité – Préservation des milieux humides – Amélioration de la gestion par le pâturage (MHU2)	3
Critère de priorisation n° 5	Les exploitations pour qui la MAEC engendre des changements de pratiques seront prioritaires par rapport aux exploitations pour qui la MAEC correspond à du maintien de pratiques :	
	- Lors du diagnostic, l'exploitation ne satisfait aucune des exigences du contrat (hors critères d'entrée / d'éligibilité)	2
	- Lors du diagnostic, l'exploitation satisfait déjà aux exigences des années 1 à 3 du contrat (hors critères d'entrée / d'éligibilité)	1

6 COMMENT FAIRE LA DEMANDE D'ENGAGEMENT POUR UNE NOUVELLE MAEC ?

Pour vous engager dans une MAEC en 2026, vous devez obligatoirement déposer une demande d'aide avant le 15 mai 2026 lors de votre déclaration PAC dans Télépac :

- En cochant la case correspondant aux MAEC 2023-2027 à l'étape « Demande d'aides » ;
- En dessinant les éléments graphiques pour lesquels une aide est demandée (éléments surfaciques, linéaires ou ponctuels) à l'étape « RPG MAEC/BIO », selon les instructions figurant dans la notice explicative de la télédéclaration des MAEC², en précisant le code de la mesure demandée ;
- Pour les mesures « Autonomie fourragère – Elevages d'herbivores – Niveaux 2 et 3 » (HBV2 et HBV3) et « Préservation des milieux humides – Niveau 2 » (MHU2) vous devez également déclarer les effectifs animaux autres que bovins dans l'écran correspondant sur Télépac, afin que la DDT(M) soit en mesure de calculer le chargement ou les effectifs animaux de votre exploitation.

7 CONTACTS

Pour toute information complémentaire, contacter l'opérateur du territoire :

SPL des eaux du Cébron

Mélissa ROCHE : 07 85 52 05 11 - bassinversant@spl-cebron.fr

Claire VRIGNAUD : 06 21 63 30 63 - c.vrignaud@spl-cebron.fr

² Disponible sur Telepac : <https://www.telepac.agriculture.gouv.fr>